

Revendications du Sud

Au Sud, nos partenaires se mobilisent depuis de nombreuses années pour faire bouger les choses. Si les réussites émaillent leur parcours, ils sont toujours aussi déterminés à défendre leurs idéaux de justice et d'équité.

Table des matières

Guatemala : La communauté comme base de la refondation de l'Etat plurinational et démocratique	2
Guatemala : Le CUC, 36 ans de lutte, entre bilan et perspectives	6



Guatemala : La communauté comme base de la refondation de l'Etat plurinational et démocratique

Refondation de l'Etat

La réalité qui est celle du Guatemala aujourd'hui fait apparaître la nécessité, toujours plus urgente, de changer les modèles de référence régissant l'organisation politique de l'actuel Etat colonial, ainsi que la façon dont sont structurées en son sein les relations sociales, économiques et politiques, entre les personnes et entre les peuples. En effet, ces structures sont déterminées fondamentalement par la concentration du pouvoir entre les mains d'une mince couche sociale qui s'empare de tout. Ces structures s'appuient en outre sur des configurations de domination définies et mises en pratique par ce même pouvoir.

On parlera alors de refondation de l'Etat comme d'un processus devant changer les institutions, le système juridique, politique et administratif. En d'autres termes, il s'agit de changer la façon dont les lois sont établies ainsi que la façon dont le gouvernement exerce son pouvoir. Il s'agit également de changer la manière dont le sol est occupé, l'usage dont il est fait des ressources naturelles ainsi que la distribution des moyens de production.

En ce qui nous concerne, nous cherchons à construire un Etat plurinational et démocratique, constitué de peuples ayant préservé leur nationalité, rejetant toutes ces formes de colonialisme, d'exploitation et d'oppression qui les ont caractérisés et ont permis que se généralise la pratique du pillage. Depuis l'invasion espagnole, cette pratique s'est développée au long de l'histoire jusqu'à l'époque actuelle où nous assistons au déferlement des entreprises transnationales qui, alliées à de puissants groupes locaux, économiques et militaires, envahissent et ravagent les communautés en développant les industries minières, hydroélectriques et pétrolières, dépouillant leurs habitants et occupant leurs terres pour produire des agrocarburants.

La refondation de l'Etat, telle que nous l'entendons, exige tout un processus de reconstitution des peuples en tant que nationalités. Un processus au cours duquel les différentes communautés, partageant en commun leur histoire, leur identité,

leur culture et leur territoire, s'unissent pour exercer des droits collectifs, en vertu desquels ils pourront installer librement leur cadre politique et assurer ainsi leur propre développement économique social et culturel¹. C'est en choisissant leurs propres gouvernants, les principes et les normes régissant l'administration de la justice, la structure de leur gouvernement ainsi que leur façon propre d'organiser la politique et l'administration, selon leurs coutumes et leurs usages, qu'ils accéderont à l'autodétermination et à l'autonomie.

La refondation de l'Etat dépasse et va au-delà de la croissance économique et de l'accumulation de capitaux, concepts de base du développement du mercantilisme et de l'industrialisation selon le modèle dominant.

L'idée de créer un Etat plurinational et démocratique affirme avec force la nécessité de revenir à un système où les relations sociales soient basées sur les valeurs humaines de communauté, de solidarité et de respect de la Terre Mère, le tout considéré en termes d'équilibre et d'harmonie, offrant une véritable qualité de vie à tous les points de vue.

La concrétisation de tout cela implique dès lors, dans nos sociétés, une série de changements structurels. Ces derniers réclament que les acteurs populaires et sociaux jouent un rôle de premier plan, passant inévitablement par la récupération, au sein des communautés, de formes d'organisations systémiques semblables à celles qui structuraient le tissu social des anciens Mayas.

La communauté comme base de la refondation de l'Etat

Il y a de forts indices que dès leur origine, avant l'invasion des Teotihuacans et des Toltèques, l'organisation politique des Mayas, en tant que peuple occupant un territoire, consistait en systèmes de communautés, leur gouvernement étant assuré par le biais d'un système de charges distribuées entre les différents groupes, commissions ou comités, présentant leurs revendications ou se livrant à des activités spécifiques. Leur action était collective, que ce soit au plan territorial ou au plan sectoriel. Elles s'entrecroisaient et, en aucune façon, ne

¹ Charte internationale des droits de l'homme de l'ONU, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Article 1°

s'organisaient sur un mode hiérarchique impliquant une élite centralisant l'autorité et le pouvoir.

Les communautés, à leur tour, étaient organisées également en un système de personnes, chacune présentant des potentialités différentes déterminées par son nawal². Il s'agit donc d'un véritable système de personnes. Le gouvernement des territoires où les Mayas s'étaient installés était également fondé sur un système de charges horizontales (Kamalb'e, Ajq'ijab', etc.), chacune impliquant diverses fonctions au service de la communauté.

Nous continuons à croire que c'est au sein de nos peuples et de leurs communautés qui existent aujourd'hui encore, que nous devons chercher les forces et l'expérience qui permettront l'indispensable reconstruction du tissu social. Nous continuons à croire que c'est au sein de nos peuples que nous devons chercher les éléments qui permettront à ces peuples de se renforcer, en se fondant sur la richesse de leur organisation, de leur histoire et de leur culture.

Nous sommes convaincus de la continuité historique des communautés et des organisations sociales locales ainsi que de la possibilité qu'elles ont d'unir leurs efforts au niveau du territoire et des différents secteurs. Il s'agit là d'un facteur clef au service de la résistance populaire, permettant la naissance d'un véritable pouvoir qui soit détenu par la majorité de la population. Un pouvoir qui ne soit pas seulement politique et identitaire mais qui soit également axé sur la souveraineté alimentaire et la défense du territoire, cherchant à garantir la subsistance matérielle à travers l'organisation des économies locales et la construction d'une société équitable et juste.

Il s'agit dès lors de reprendre ces structures d'organisation, de communautés organisées, mais cette fois en cherchant à ce que les différentes communautés s'articulent dans le cadre des communes et des départements, chacune en tant que peuple ou nationalité, unies par des liens, des modalités d'organisation et de relation qui leur soient propres. Il s'agit pour ces communautés de construire leur tissu social, communautaire et inter-communautaire, de construire leur culture dotée d'un idiome qui leur soit propre, de formes de vie, d'une

² NdT : Selon les croyances des Mayas, le nawal est l'énergie spécifique qui marque chaque être humain le jour de sa naissance; cette énergie provient du soleil et est transmise à travers la lune.

économie, d'une cosmovision, d'une façon de concevoir la terre, d'une manière de gérer et de protéger les ressources naturelles qui leur soient propres. Il s'agit pour elles d'élaborer leurs propres formes de gouvernement et de choisir leurs responsables.

C'est là, dans ce contexte, à partir du local, que les communautés doivent se ressaisir et continuer à reconstruire leur unité, leur mode de gestion communale et leur coordination entre communes, dans les formes qu'elles-mêmes auront choisies. Cela ne peut se réaliser qu'à travers la participation conjointe des associations de communautés, des organisations sociales, des conseils de développement, des autorités ancestrales ainsi que des groupes de production locaux.

Ces communautés consolideront ainsi en première instance leur pouvoir local et avec lui, leur aptitude à ouvrir des espaces de participation, à promouvoir des pratiques démocratiques et de bonne gouvernance, de dialogue et de négociation avec les autorités municipales. Elles renforceront également leur puissance de lutte, leur aptitude à participer aux mouvements régionaux et nationaux, à négocier et influencer l'élaboration et l'exécution des politiques publiques, régionales et nationales.

Il ne s'agit pas d'inaugurer une nouvelle Histoire, mais de découvrir et de reprendre les processus qui, peu à peu, se sont mis en place à travers les efforts et les luttes des différents groupes, au sein des communautés urbaines et rurales afin que celles-ci deviennent de véritables acteurs s'inscrivant dans la durée. Il s'agit qu'à présent, dans les espaces ouverts par les accords de paix, la valorisation des formes d'organisation propres aux communautés, la lutte pour rendre fonctionnel le système des conseils de développement et la décentralisation, l'alliance entre les organisations sociales locales puissent donner naissance à des processus d'articulations plus larges encore au plan des territoires et secteurs pour contribuer à la construction démocratique du pays et à son développement intégral.

Manolo Garcia Garcia – Guatemala, juillet 2014
Services Juridiques et Sociaux - SERJUS.

Traduction : Jean-Pierre Plumet

Guatemala :

Le CUC, 36 ans de lutte, entre bilan et perspectives

Fondé le 15 avril 1978, le Comité d'Unité paysanne (Comité de Unidad Campesina) a réalisé durant ces 36 années un patient travail dans différentes régions du Guatemala. Dès sa première assemblée, il s'est choisi pour slogan « Tête claire, cœur solidaire et poing combatif »³, la vision claire et correcte de la réalité s'avérant indispensable pour définir la ligne destinée à apporter une solution aux problèmes auxquels il fait face, de même que les populations qu'il soutient. A cette clarté d'esprit, le CUC adjoint la solidarité du cœur, moteur l'incitant à mobiliser ses forces pour le bien-être de l'ensemble des personnes opprimées et exploitées, sans restreindre son action au seul monde paysan. Enfin, le poing combatif est, selon notre partenaire, l'unique façon d'obtenir des changements visant à faire respecter les droits et à construire une nouvelle société. « Ce n'est ni à genoux, ni en demandant que l'on nous accorde des faveurs que nous parviendrons à faire bouger les choses » justifie-t-il dans la déclaration de son 36^e anniversaire.

Ce sont les besoins sur le terrain qui ont toujours été le terreau fertile pour la réalisation de ses actions et dans un premier temps, en particulier les conditions de travail inhumaines qui prévalaient dans les grandes propriétés terriennes de la Costa Sur ainsi que les expropriations des petits paysans de leurs terres et les violations massives des droits de l'homme. A ces situations, le CUC a immédiatement opposé son objectif phare : la défense d'une vraie démocratie, d'une réelle justice et d'un système socio-économique permettant la distribution équitable des richesses produites par les travailleurs, les mains paysannes et les peuples indigènes.

Indéniablement, ce mouvement paysan a à son actif de multiples réalisations. C'est dans le contexte de la dictature militaire, en 1980, qu'il organisa avec d'autres associations et syndicats la première grève historique dans la Costa Sur qui a mobilisé 80.000 travailleurs et a permis une augmentation de près de 200% du salaire minimum, ce qui n'était toutefois pas encore suffisant pour couvrir les

³ « Cabeza Clara, Corazón Solidario y Puño Combativo »

besoins de base. Le CUC a également été présent au sein de diverses instances internationales défendant les droits des peuples indigènes, comme par exemple le Conseil International des Traités Indiens (CITI) ayant un statut consultatif auprès des Nations unies. Le début des années '90 a vu notre partenaire participer à la Campagne Continentale « 500 ans de résistance indigène et populaire », plate-forme à partir de laquelle Rigoberta Menchú a reçu le Prix Nobel de la Paix. En outre, il a contribué à l'émergence de plusieurs organisations paysannes (comme CLOC-Via Campesina sur le plan international, par exemple), d'autres regroupant des femmes, des personnes déplacées, ...ou encore des plates-formes qui ont été à l'initiative de propositions de lois dans les domaines les plus divers tels que la sécurité alimentaire, le développement rural, la réforme agraire, le cadastre, etc.

Au terme d'une guerre civile particulièrement meurtrière, les accords de paix de 1996 ont été naturellement au centre de ses intérêts. Mais l'échec de leur mise en œuvre, l'aggravation de situations de famine dans les campagnes, les nouvelles formes d'exploitation des ressources naturelles, les expulsions violentes de population ainsi que la signature de l'Accord de libre-échange d'Amérique centrale (ALEAC) avec les Etats-Unis en 2005 ont amené le CUC à élaborer une stratégie spécifique en vue de contribuer à la construction d'un modèle économique, social, politique et culturel, avec pour objectif de lutter contre la concentration de capitaux et l'imposition d'un modèle extractiviste.

Le mouvement a été inconditionnellement aux côtés des populations défavorisées, permettant ainsi à 4.000 familles de paysans de retrouver un accès à la terre, leur apportant en outre une assistance technique et juridique, soutenant 75 communautés affectées par l'ouragan Stan au travers de l'apport de médicaments, d'aliments et la reconstruction de logements, mettant en place des programmes d'alphabétisation pour des femmes, organisant des formations pour les petits agriculteurs, etc. Dans ce combat quotidien, il reconnaît l'importance de la solidarité internationale dont il a pu bénéficier.

En dépit de ces succès engrangés, le contexte général du Guatemala reste extrêmement préoccupant à l'heure actuelle et la vie au quotidien est loin d'être un long fleuve tranquille, tant en ville qu'à la campagne. Sur fond de violence endémique avec une moyenne de 16 à 17 assassinats par jour en 2013⁴, la

⁴ Chiffres fournis par l'Institut National Médico-légal (INMF)

pauvreté touche 51% de la population et l'extrême pauvreté est le lot de 14.5% des Guatémaltèques⁵. Avec la fièvre des agrocarburants, les grandes entreprises et multinationales concentrant la terre entre leurs mains prolifèrent, cultivant de grandes étendues de palme africaine et de canne à sucre au détriment des petits paysans et de la sécurité alimentaire. Cette situation, de même que la mainmise d'entreprises minières, pétrolières et centrales hydroélectriques sur les ressources naturelles génèrent expropriations et situations sociales explosives, là où le pouvoir en place n'a pas consulté les populations locales, outrepassant ainsi la loi. L'arrivée au pouvoir d'Otto Pérez Molina, ex-militaire, a donné le feu vert à un processus de remilitarisation générale, avec nombre de militaires qui ont été impliqués historiquement dans de graves violations des droits de l'homme. La condamnation pour génocide du dictateur José Efraín Ríos Montt à 80 ans de prison le 10 mai 2013 avait redonné l'espoir à ceux qui espéraient que justice soit enfin faite, mais cet élan a été brisé quelques jours plus tard, lorsque le verdict a été annulé par la Cour suprême pour vice de forme. Ce fait n'est que le symbole d'une impunité généralisée prévalant dans le paysage judiciaire guatémaltèque.

Ceux qui se mobilisent face à ces diverses injustices ont affaire à forte partie. Le CUC, comme d'autres associations défendant les droits humains, se voit confronté à une campagne de dénigrement et à des manœuvres de criminalisation, allant même parfois jusqu'à une violence extrême exercée à l'encontre de certains de ses membres. Ainsi, depuis 2000, on dénombre l'assassinat d'au moins 44 d'entre eux, avec une recrudescence particulière à partir de 2011 où l'on a constaté une multiplication des menaces, des expulsions violentes, des détentions, des manœuvres de diffamation et de criminalisation. Ces attaques répétitives sont soutenues par une presse généralement acquise au pouvoir en place et concentrée entre les mains de quelques-uns. Daniel Pascual, coordinateur général du mouvement paysan a fait lui-même l'objet d'une agression et de menaces de mort en 2013 ainsi que d'un constant harcèlement par les autorités judiciaires. Son cas est particulièrement préoccupant et en tant que partenaire du CUC, nous sommes inquiets à la vue de cette campagne agressive qu'il subit. Notre rôle en tant qu'ONG est de faire connaître sa situation au public à l'échelle internationale, espérant que ce soutien décourage toute tentative d'agression à son encontre.

⁵ Voir rapport sur le développement humain du PNUD, 2013

Malgré ce long chemin parsemé de succès, notre partenaire guatémaltèque devra relever encore de nombreux défis. Et le pouvoir en place risque bien de lui rendre la tâche plus ardue encore. Notre solidarité reste donc essentielle sur cette route, de même que l'œil vigilant que la communauté internationale se doit de poser sur ce pays où les droits humains sont encore trop souvent bafoués et où ceux qui luttent pour plus de justice sociale risquent véritablement leur vie.

Milena Merlino

Source : Declaración 36 aniversario del CUC